

Septembre 2022 - Analyse n° 6



Secouons notre
intelligence...
collective !



Avant-propos

Prenant appui sur une intervention d'Isabelle Stengers, philosophe engagée, Joseph Dewez revient sur la gestion de la pandémie par les gouvernant.e.s et en tire des enseignements pour espérer rendre la société plus robuste face aux bouleversements qui mettent à mal la vie « ordinaire ». En contre-point des réactions du gouvernement, ne gagnerait-on pas à faire davantage appel à l'intelligence collective ?



Le Cefoc (Centre de formation Cardijn) est une association d'Éducation permanente qui organise chaque année une cinquantaine de groupes de formation en Belgique. Ces groupes rassemblent des personnes issues ou solidaires des milieux populaires. Les différentes formations proposées visent à s'interroger sur le sens de la vie, à réfléchir à comment vivre ensemble de manière citoyenne, en agissant dans le sens d'une société plus démocratique et plus solidaire.

Dans le prolongement de ses activités de formation, le Cefoc publie chaque année de courts textes d'analyse et une étude. Les thématiques abordées trouvent leur source dans les réflexions mises sur la table par les participants aux formations. Les textes sont destinés aux acteurs du monde associatif et à tout citoyen à la recherche d'outils de compréhension de la société susceptibles de favoriser l'émancipation et la mobilisation individuelles et collectives.

Avec le soutien de la  FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES 

Surtout ne pensez pas !

En reprenant à l'OMS le terme de pandémie (*pan = tout, tous*), le gouvernement a réduit l'épidémie à une simple diffusion de virus qui toucherait tout le monde de la même manière. Alors qu'elle résultait, en réalité, d'un entrelacement de facteurs de vulnérabilité. Isabelle Stengers¹, philosophe, préfère parler de *syndémie* (*sun = avec*)². Ce concept met plutôt en évidence l'effet combiné d'un ensemble d'éléments parmi lesquels les zoonoses (maladies se transmettant de l'animal à l'être humain) liées à la destruction des habitats naturels ; l'ultra-mobilité du transport aérien (surtout des riches) qui facilite la dispersion virale ; l'économie mondialisée et le *just in time* qui expliquent la grande difficulté de se procurer des masques ou des respirateurs ; le sous-financement généralisé des hôpitaux et la pénurie structurelle du personnel médical... Bref, la progression de la maladie serait liée aux inégalités sociales et à la crise écologique.

En plus de gommer tous ces éléments, les responsables politiques s'autorisent peu à dire qu'ils « ne savent pas », qu'ils sont dans l'incertitude ou l'impréparation. Des expert.e.s leur donnent des « avis scientifiques » (qu'ils ne possèdent pourtant pas, étant eux-mêmes dans l'incertitude) à l'aune desquels les décisions politiques sont abritées. Enfin, le concept de « pandémie » suppose que tou.te.s sont concerné.e.s (et menacé.e.s dans leur survie) : on applique donc les mêmes mesures à l'ensemble de la population, sans tenir compte des vulnérabilités particulières des enfants et des jeunes (en termes de ravages psychologiques, scolaires...), des pauvres (leurs conditions de logement...), des résident.e.s des homes (on se souvient de l'inhumanité de l'interdit des visites ou de la quasi-disparition des rituels de deuil), etc.

Pour la philosophe, les règles de confinement et de distanciation sociale, les

¹ Cette analyse s'appuie sur une intervention d'Isabelle Stengers dans le cadre d'une journée de réflexion organisée par le Cefoc le 4 juin 2022, à La Marlagne, sur le thème : *Vers une vie normale ? Qu'avons-nous appris de la pandémie ?* (Namur, Belgique).

² Lire aussi à ce sujet *De la démocratie en pandémie*, de la philosophe Barbara STIEGLER (Collection Tracts, n°23, Paris, Gallimard, 2021).

nombreuses restrictions ont été imposées à une population qui a été sommée de les accepter, à la manière d'un troupeau docile, conduit par de bons bergers. Il n'était pas bienvenu de penser de manière critique. Avec, de surcroît, l'obligation de faire confiance. Les responsables politiques ont largement refusé d'écouter les réticences et les craintes de celles et ceux qui ne voulaient pas du vaccin, la souffrance et la révolte du personnel hospitalier, des sans-abris ou des sans-papiers, les sonnettes d'alarme agitées par les pédiatres, les enseignants ou les assistants sociaux... Ils ne sont pas ou sont trop peu entrés en dialogue. La réponse a d'abord été policière, répressive. En refusant d'écouter les avis divergents, les arguments des opposant.e.s à leurs mesures, ils les stigmatisent et attisent ainsi des divisions dans la population. Pour Stengers, les responsables politiques n'ont pas suffisamment fait confiance dans l'intelligence collective des gens, dans leurs capacités à penser et à s'organiser, pour s'entraider, par exemple.

Ainsi, les gouvernant.e.s semblent ne rien avoir appris de l'épidémie. Ni de celles et ceux qui agissent spontanément, ni des associations qui se mobilisent, ni de celles et ceux qui transgressent les règles... La « crise » passée, ils ne semblent pas non plus se préoccuper des conséquences et des effets provoqués par les mesures prises.

La gauche a besoin que les gens pensent

L'épidémie du coronavirus est pourtant une situation qui donne à penser. Pas étonnant, dès lors, que cette intelligence collective ait surgi très rapidement. Il suffit de penser à ces bénévoles qui ont fabriqué des masques pour pallier l'imprévoyance gouvernementale.

En contrepoint d'une gestion de crise telle que nous l'avons connue, Isabelle Stengers prend l'exemple de Cuba où, dans chaque quartier, un « responsable sanitaire », ancré localement, a été au contact des citoyens pour les accompagner face à la crise. Le gouvernement cubain aurait ainsi moins imposé de mesures uniformisées à tous et aurait davantage fait confiance aux communautés locales pour qu'elles s'organisent en fonction de leurs propres réalités, besoins et ressources.

Aux injonctions d'un gouvernement s'adressant à toute une population indifférenciée de moutons, la philosophe oppose ainsi la créativité de l'intelligence collective. Elle reprend à Deleuze la distinction entre droite et gauche. Selon le philosophe français, la droite a besoin que les gens ne pensent pas mais qu'ils obéissent. La gauche, au contraire, a besoin que les gens pensent et agissent ensemble. Ensemble, c'est-à-dire *avec les autres, grâce à eux et au risque d'eux*. Ce « au risque de » est à, entendre en un double sens : au risque « ennemis » qui feront tout pour nous séparer, nous opposer. Mais aussi au risque de ceux qui, dans le groupe, ont des avis divergents ou opposés.

Cette hétérogénéité est absolument nécessaire à l'intelligence collective, au « faire société » ; elle en est même le moteur. L'une de ses conditions est ainsi d'apprendre ensemble à partir des divergences. Ce qui suppose que chacun.e sache et accepte qu'il/elle ne peut pas répondre seul.e à la situation à laquelle tout le groupe est confronté. Isabelle Stengers formule même le critère suivant : mon avis ne vaut rien sans l'avis des autres. Ce qui est à l'exact opposé de toute une éducation à la libre expression et au débat argumenté où il s'agit de convaincre, c'est-à-dire de l'emporter sur l'autre : les médias donnent trop régulièrement ce triste spectacle d'un individualisme égocentré et exacerbé.

Dans une perspective d'intelligence collective, l'accueil de l'avis différent se fait au risque que celui-ci remette fondamentalement en cause son propre point de vue. Blessure narcissique ! Cette acceptation de la diversité des positions ne peut s'effectuer que sur le fond d'un désir partagé de faire face aux défis que lance la situation, mais aussi de résister à une pensée unique dominante. Sur fond d'une cause commune à défendre.

Penser, apprendre, agir ensemble n'a donc rien de facile. Il s'agit de problématiser ensemble avant d'en arriver à décider au consensus.

« Problématiser » ?

La problématisation est l'art de formuler un problème qui se pose. Face à l'épidémie, le gouvernement, comme celui d'autres pays, a imposé sa lecture de l'événement : il

s'agit d'une « pandémie ». Et il n'est pas toujours facile de rester à distance de cette approche, le réflexe de beaucoup étant de « se mettre à la place des gouvernant.e.s ». Pour entrer en intelligence collective, il faut dès lors commencer par refuser toute formulation du problème « à notre place ». Cela devient possible quand les gens sont habilités à faire valoir ce qui compte pour eux (ce qui leur importe dans la situation) tout en accueillant ce qui compte pour les autres. Il ne s'agit dès lors pas de donner tort ou raison à l'un ou l'autre mais de s'ouvrir à chaque point de vue comme étant susceptible de « compliquer » le problème, de l'enrichir, en permettant à tous de découvrir une facette nouvelle de la situation.

Isabelle Stengers décrit le processus du penser ensemble comme un art de l'attention, tant à soi (ce qui me réjouit, me gêne, me fâche...) qu'à l'autre. Comme un art du soin : il s'agit de « soigner », de cultiver la qualité de la relation qui nous lie, les uns aux autres, dans le groupe. Une relation qui va dans les deux sens.

Prendre des décisions ensemble

L'intelligence collective est aussi l'art de prendre des décisions ensemble. Des décisions qui seront passées par toutes les divergences exprimées et par le respect des avis de chacun. Cela est aussi très exigeant et sollicite un art de la lenteur. Comme dans la palabre africaine, qui inspire beaucoup la philosophe. La palabre réunit les aînés, les sages du village, qui ont acquis de l'expérience, connaissent beaucoup de choses, et en particulier l'histoire. Ils se réunissent pour échanger leurs savoirs. Toutes les voix sont nécessaires à la prise de décision. Et quand ils aboutissent à une proposition finale, celle-ci n'appartient à personne puisqu'elle est passée par l'épreuve des savoirs et des avis différents.

Dans le processus de prise de décision au consensus, il importe de vérifier si chacun est content avec la proposition élaborée jusque-là. Attention : content dit plus qu'un simple accord intellectuel. La dimension affective est mobilisée. Cette question peut inviter l'un ou l'autre à exprimer une « gêne », un « ça grince, ça coince », qui vont obliger le groupe à intégrer ce qui s'exprime dans cette « gêne » ou ce

malaise, à remettre tout à plat et à retravailler la décision. Avec, à la clé, un merci à celui ou celle dont l'argument est venu compliquer, et donc enrichir, la décision commune.

Dans ses publications, Isabelle Stengers cite de nombreux groupes qui la stimulent dans sa réflexion sur des « dispositifs génératifs » (générateurs d'intelligence collective) : en plus de la palabre africaine, il y a les Quakers, les Amérindiens, les activistes pour les droits civiques aux USA,

les « sorcières néo-païennes », les Zapatistes du Chiapas au Mexique, les Zadistes de Notre-Dame des Landes... Une prochaine analyse en fera écho tout en cherchant à dégager les repères pédagogiques nécessaires au penser et décider ensemble.



Joseph Dewez,
volontaire au Cefoc

Pour aller plus loin

Isabelle STENGERS, *Réactiver le sens commun. Lecture de Whitehead en temps de débâcle*, Coll. Les Empêcheurs de penser en rond, Paris, La Découverte, 2020.

Barbara STIEGLER, *De la démocratie en pandémie*, Collection Tracts, n°23, Paris, Gallimard, 2021.

[COVID-19] : *Se libérer de l'imaginaire capitaliste ?*, Agir par la Culture, 22/12/2020.

Interview en ligne : www.agirparlaculture.be/entret/ien-avec-isabelle-stengers-se-liberer-de-limaginaire-capitaliste/.

